

L'opinion française face aux enjeux européens

Renaud Dehousse, Angela Tacea

► **To cite this version:**

Renaud Dehousse, Angela Tacea. L'opinion française face aux enjeux européens. 2012. <hal-01069533>

HAL Id: hal-01069533

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01069533>

Submitted on 29 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

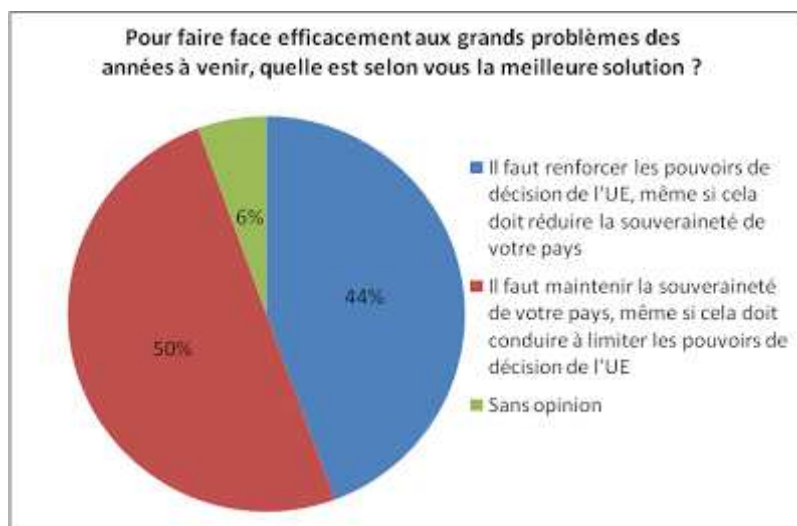
L'opinion française face aux enjeux européens

publié le 5 févr. 2012 10:15 par ANNIE-CLAUDE SALOMON [mis à jour : 13 févr. 2012 08:43]

Renaud Dehousse et Angela Tacea, Centre d'études européennes de Sciences Po, Paris (24 janvier 2012)

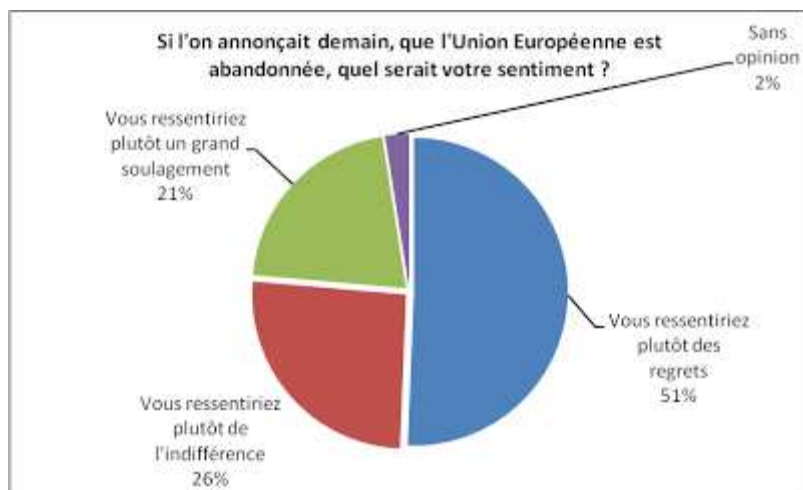
1. Une humeur générale conservatrice

Dans une période caractérisée par de grandes incertitudes au niveau européen, l'opinion française semble plutôt conservatrice. Interrogées sur ce qu'il conviendrait de faire pour répondre aux grands défis du moment au lendemain d'un Conseil européen présenté comme décisif pour l'avenir de l'Euro et de l'annonce d'un nouveau traité européen à l'enseigne de la discipline budgétaire, les personnes interrogées préfèrent en majorité voir préserver la souveraineté nationale (50%) plutôt que de renforcer les pouvoirs de l'Union européenne (44%) (Figure 1).



Source: Enquête TNS Sofres - TriElec, décembre 2011.

La domination du souverainisme ne doit toutefois pas être lue comme un rejet de l'Europe. Si la disparition de l'UE était annoncée, les personnes interrogées seraient 51 % à le regretter, le sentiment de soulagement ne l'emportant que chez 21% (Figure 2).



Source: Enquête TNS Sofres - TriElec, décembre 2011.

2. L'Europe dans une tenaille électorale

Ce verdict clair cache toutefois des nuances importantes. Ainsi, le souverainisme l'emporte nettement (à 55%) chez ceux qui pensent qu'une priorité devrait être accordée à l'amélioration de la situation des salariés ; visiblement, l'Europe n'est pas porteuse d'espoir en la matière. En revanche, 53% de ceux qui souhaitent que l'accent soit mis sur la compétitivité de l'économie française sont favorables à un renforcement de ses pouvoirs. Si l'on passe aux intentions de vote, les sympathisants des deux principaux candidats se montrent (un peu) plus favorables au renforcement des pouvoirs européens que la moyenne des Français (à 47 % chez François Hollande et 49% chez Nicolas Sarkozy). Ils doivent cependant tenir compte de la situation dans l'ensemble du camp qu'ils espèrent rassembler au second tour. Cela complique singulièrement leur tâche puisque les réservoirs de voix potentiels sont généralement beaucoup plus frileux à l'idée de nouveaux transferts de pouvoirs: le souverainisme, minoritaire parmi les électeurs potentiels des deux principaux candidats, atteint 58% parmi les sympathisants de Jean-Luc Mélenchon et 61% chez ceux de Marine le Pen (Figure 3).



Source: Enquête TNS Sofres - TriÉlec, décembre 2011.

Sans doute cela explique-t-il pour partie le débat actuel, où l'on voit Nicolas Sarkozy et François Hollande faire des professions de foi européennes, sans pour autant montrer beaucoup d'enthousiasme pour un renforcement significatif des pouvoirs de Bruxelles.

Si les extrêmes sont caractérisés par un souverainisme prononcé, les personnes interrogées qui s'identifient à la gauche apparaissent légèrement plus ouvertes à un renforcement des pouvoirs de l'Union européenne (33,2% contre 30,3%) à la droite. De même, l'attachement à l'Europe est plus marqué à gauche, dans des proportions semblables.

3. Une fracture sociale qui perdure

Pour le reste, les données de l'enquête confirment les enseignements de nombreuses enquêtes antérieures. L'attitude à l'égard de l'intégration européenne apparaît fortement déterminée par des variables sociales. Le niveau d'éducation va de pair avec une plus grande ouverture à l'Europe.

Les hommes sont plus enclins à accepter de nouveaux transferts de pouvoir vers l'UE (51% contre 39% chez les femmes). Celles-ci seraient aussi plus nombreuses (56%) que les hommes (46%) à se sentir soulagées par sa disparition éventuelle.

24 Janvier 2012